

Type de réunion

Réunion de collège public

15- Comment lutter efficacement contre les violences et les incivilités ?

Le débat a rassemblé une quarantaine de personnes, des parents d'élèves et des enseignants essentiellement, peu d'élèves.

Pour structurer le débat, plusieurs questions sur le sujet ont été proposées :

- Faut-il différencier les comportements violents et les incivilités ?
- Faut-il distinguer les incivilités actives (type insolence) des incivilités passives (type absentéisme) ?
- Peut-on préciser les auteurs et les victimes ?
- La mesure du phénomène, localement, en France, son évolution ressentie ?
- Comment analyser les causes, causes externes et causes internes ?
- Comment peut réagir un jeune à une expérience scolaire négative, vécue comme un mode d'invalidation ?
- De quel personnel « spécialisé » a-t-on besoin ?
- Quelles sanctions peuvent être efficaces ? Avec quelle gradation ?
- Comment développer une politique de prévention, une pédagogie du « vivre ensemble » ?

Un thème a été ajouté :

- Les besoins des jeunes ont évolué, comment l'Ecole se rapproche du vécu des jeunes, comment prendre en compte de nouveaux besoins ?

A la question : faut-il centrer le débat sur ce qui est observé au collège ou l'étendre à une situation plus globale en France, il a été décidé de préciser, si nécessaire lors du débat, le contexte de référence. Mais c'est le plus souvent l'expérience du terrain qui a prévalu.

Le débat a été lancé sur un exemple concret d'une jeune fille, victime de violences matérielles répétées, passées inaperçues au collège, qui ont nécessité l'intervention de sa mère auprès de l'auteur pour régler le problème. Cet acte de malveillance, vécu, semble-t-il comme un jeu par l'auteur a été ressenti très différemment par la victime, permet de poser les questions suivantes :

- Au sein du collège, les victimes savent-elles à qui s'adresser ? Il a été répondu que l'information est faite, mais certains jeunes auront des réticences à faire la démarche. La vie scolaire, pour eux, n'est pas familière (peu d'absences, pas de convocation pour indiscipline). De plus la dénonciation est souvent vécue comme de la délation par un processus intégratif au groupe, indispensable notamment pour les nouveaux élèves, qui peuvent avoir le sentiment de le remettre en cause.
- On ne peut pas accepter que l'auteur argumente comme une activité ludique un acte de violence. Il faut qu'il y ait réparation pour que l'auteur puisse prendre conscience de la nature de son acte.
- Il n'y a pas de petite violence, de petite dégradation, pour la victime. Le degré de violence est relatif selon qu'il est subi ou provoqué. Pour la victime, l'atteinte à la personne est toujours un traumatisme psychologique.
- Il faudrait encore améliorer la prévention en informant mieux les élèves des lieux d'écoute possibles peut-être directement par les intéressés (Vie scolaire, Infirmière, conseiller d'orientation psychologue, assistante sociale).
- Il serait possible d'introduire davantage de thèmes concernant la prévention dans certains cours, éducation civique, heure de vie de classe.
- Il faudrait favoriser la liaison avec les familles pour les actions de prévention.

La massification scolaire dans les dernières années, qui a accru la mixité sociale qui n'est d'ailleurs nullement remise en cause, rend cependant plus diverses les références de valeurs dans la communauté scolaire.

L'heure de vie de classe pourrait être un moment privilégié pour l'expression de tensions et des modes de résolution. Mais les enseignants souhaiteraient être mieux formés pour l'animation (IUFM et formation continue). Il est souhaité un renforcement de ces heures en 4^{ème} et 3^{ème}, car certains élèves éprouvent le besoin de parler de leur difficulté à vivre leur scolarité.

Il pourrait être nécessaire d'apprendre aux jeunes à dire NON par rapport aux risques majeurs (agression sexuelle, toxicomanie, racket, tabagisme, MST...), les informer par ceux qui ont vécu une expérience dans ce domaine.

Il faut faire l'apprentissage de la reconnaissance de l'individu, en tant que personne unique, d'une individualité donc, mais intégrée dans une communauté scolaire reconnue par tous.

Se pose la tentation pour un adolescent dans sa construction identitaire qui cherche naturellement à s'affranchir de modes relationnels très impliquants avec sa famille, mais aussi avec l'Ecole, de se marginaliser dans l'opposition, voire la violence s'il n'est pas reconnu.

Il est difficile de bien intégrer les enfants ayant des attentes différentes ou des compétences autres que celles promues par la mission de transmission des connaissances, telle qu'elle est conçue actuellement. Il est demandé l'introduction d'une diversité des activités, de développer et valoriser les activités créatrices, d'autres plus concrètes.

L'organisation des SEGPA avec des ateliers professionnels et la gestion de groupe limité à 15 élèves, qui permet de donner des compétences et une image plus positive d'eux aux jeunes, pourrait servir de modèle. Car c'est bien le problème des enfants non reconnus par le système qui ne leur donne pas une place intéressante.

La notion de performance scolaire est trop tournée vers la culture générale. Les itinéraires de découverte, malgré l'investissement important qu'ils ont nécessité pour les enseignants, sont une approche pédagogique différente qui peut réconcilier certains jeunes avec le travail scolaire, la notion d'effort gratifiant.

L'allègement des effectifs par classe est indispensable pour une personnalisation de l'enseignement et pour rendre possible une écoute des jeunes qui paraît de plus en plus demandée et nécessaire à l'amélioration du système.

Il a été aussi souhaité un rapprochement avec le monde de l'entreprise pour aider les jeunes à faire des projets d'avenir, à s'informer sur les besoins économiques. La possibilité de bénéficier de stages professionnels d'observation est unanimement souhaitée par les participants du débat, permettant d'élaborer ou finaliser un projet professionnel.

Quant aux sanctions, un débat entre les différents partenaires (enseignants, parents,...) est souhaité pour une harmonisation et définir une graduation. L'exclusion est toujours un sujet de discussion, souvent sans valeur dissuasive pour l'intéressé. Ne faudrait-il pas développer des travaux d'intérêt général, des travaux supplémentaires, l'exclusion inclusion, comment les organiser ?

Trois priorités pour l'École (une phrase par priorité)

1 Généralisation des heures de vie de classe à tous les niveaux.

2 Information, prévention des risques inhérents aux adolescents.

3 Renforcement de la liaison école monde du travail.